

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement),
établissement public à caractère administratif, dont le siège se situe au
2 Rue Antoine Charial 69426 Lyon cedex 03

Direction territoriale Normandie-Centre, Agence de Blois :
11 rue Laplace 41000 BLOIS

Ci-après désigné "l'acheteur"

Prestations de nettoyage et fourniture des consommables sanitaires pour les
locaux et la vitrerie
du site de Blois
de la Direction territoriale Normandie-Centre du Cerema

Cahier des Clauses Techniques Particulières **(CCTP)**

30/06/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Description du site et locaux à entretenir.....	4
1.1. Localisation et description du site.....	4
1.2. Description des locaux à entretenir.....	4
ARTICLE 2 – Description détaillée des prestations.....	4
2.1. Natures des prestations.....	5
2.2. Fréquence des prestations.....	5
2.3. Surfaces et équipements concernés.....	5
2.4. Recommandations générales.....	6
2.5. Fourniture et mise en place des consommables sanitaires respectueux de l’environnement.....	6
2.5.1. Fourniture et mise en place des consommables sanitaires et mise à disposition des Fourniture et mise en place des consommables sanitaires et mise à disposition des distributeurs.....	6
2.5.2. Fourniture de consommables sanitaires respectueux de l’environnement et de la santé des agents	7
2.6. Prestations de collecte sélective des déchets.....	8
ARTICLE 3 – Réunions.....	8
3.1. Réunion de lancement.....	8
3.2. Réunion de suivi de la prestation.....	9
3.3. Réunion d’incidents d’exécution.....	9
ARTICLE 4 – AFFICHAGE.....	9
ARTICLE 5 – LOCAUX ET MATERIELS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE.....	9
5.1. Locaux.....	9
5.1.1. Modalités d’accès et d’utilisation des locaux.....	9
5.1.2. Règlement intérieur.....	10
5.1.3. Branchements.....	10
5.1.4. Mise en place de matériels et dispositions relatives aux locaux de stockage.....	10
5.2. Matériels et équipements mis à la disposition du titulaire.....	11
ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE.....	11
6.1. Matériels écoresponsables.....	11
6.2. Produits écoresponsables.....	12
6.3. Engagements environnementaux.....	13
Liste des annexes.....	13
Annexe 1 Plan de masse.....	13
Annexe 2 Plans des bâtiments.....	13

Annexe 3 Présentation des surfaces et zonage par bâtiment.....	13
Annexe 4 Définition des zones.....	13
Annexe 5 Périodicité et détail des prestations.....	13
Annexe 6 Descriptif équipements sanitaires et effectifs.....	13

ARTICLE 1 – Description du site et locaux à entretenir

1.1. Localisation et description du site

Le présent marché a pour objet les prestations de nettoyage et la fourniture des consommables sanitaires pour les locaux et la vitrerie du site de Blois de la Direction territoriale Normandie-Centre du Cerema sise

Cerema
Direction territoriale Normandie-Centre
11 rue Laplace
41000 BLOIS

Le plan masse du site est donné en annexe 1 au présent CCTP.

1.2. Description des locaux à entretenir

Les plans des bâtiments sont communiqués en annexe 2 au présent CCTP.

Les locaux sont répartis en zones de différentes catégories liées à leur nature, au type d'activité et à la fréquentation des locaux. La fréquence du nettoyage, la nature des prestations et le niveau de propreté exigé peuvent ainsi être différents selon ces zones.

Le titulaire en tient compte dans son organisation (notamment la qualification des personnels) et dans les moyens (matériels et produits) utilisés. Le Cerema veille au respect de la qualité ainsi que de la cadence affectée à chaque zone dans le cadre des contrôles.

Les 6 zones retenues sont :

- Zone 1 : Bureaux;
- Zone 2 : Couloirs, dégagements et escalier ;
- Zone 3 : Sanitaires et assimilés;
- Zone 4 : Locaux techniques;
- Zone 5 : Perrons extérieurs ;
- Zone 6 : Vitrerie et châssis

La définition de chacune des zones est donnée en annexe 4 du présent CCTP.

Les locaux sont fréquentés principalement par le personnel du Cerema et à l'occasion par des visiteurs ou intervenants externes.

Les surfaces des locaux ainsi que celles de la vitrerie sont précisées en annexe 3 du présent CCTP sous la forme de tableaux descriptifs de chaque bâtiment. Ces informations sont données au titulaire à titre indicatif.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des installations existantes à entretenir et ne peut se prévaloir d'aucune difficulté ou imprécision rencontrée dans l'exécution des prestations. A cet effet, le titulaire a tenu compte dans son offre des locaux visitée au préalable, toutefois une visite est possible dans les jours suivant la notification à son initiative.

ARTICLE 2 – Descriptions détaillées des prestations

2.1. Natures des prestations

Les prestations demandées sont :

- le nettoyage des locaux ;
- le nettoyage des surfaces vitrées intérieures et extérieures et des châssis au moyen d'une nacelle ;
- la désinfection des points de contact avec un produit bactéricide agréé N14476
- la fourniture des consommables sanitaires et supports correspondants ;
- la mise en place des consommables sanitaires ;
- le nettoyage des dessus des toitures, parois externes et internes des abris vélo

La périodicité des prestations est détaillée par bâtiment et par zone en annexe 5 au présent CCTP, excepté concernant le nettoyage des dessus des toitures, parois externes et internes des abris-vélo.

Cette dernière prestation concerne 1 abri à vélo installé sur le site (soit une surface de 23,6 m²)

L'annexe 5 du CCTP indique pour chaque zone les tâches à accomplir par le titulaire et leur récurrence.

2.2. Fréquence des prestations

Les fréquences d'exécution sont :

- quotidiennes (Q)
- bi-hebdomadaire (BH)
- hebdomadaire (H)
- bi-mensuelle (BM) ;
- mensuelle (M)
- trimestrielle (T)

Ces prestations sont programmées par le titulaire soit dans la fiche de poste de chaque agent de propreté (prestations journalières à mensuelles), soit dans le planning des prestations périodiques (prestations trimestrielles à annuelles), ces documents faisant partie du dossier d'exploitation du site tel que défini à l'article 2.5.2 ci-après.

Le nettoyage des toitures abris-vélo est à effectuer 1 fois par an.

Le nettoyage des vitres devra avoir lieu tous les six mois à savoir en mars et septembre y compris pour les halls d'entrée.

2.3. Surfaces et équipements concernés

Les surfaces et équipements pris en compte dans les prestations sont les suivants :

- **Les sols** : thermoplastique, carrelage, béton, dalles PVC et lino
- **Les parois verticales, horizontales et vitres** : portes, cloisons, sas d'entrée, murs, rampes d'escalier, plinthes, goulottes et tuyauteries, vitres intérieures, extérieures et châssis
- **Les objets meublants** : tout objet se trouvant dans les locaux à usage du personnel ou tout élément de décoration ou servant de support à l'information
- **Les éléments sanitaires** : sols, parois verticales, cuvettes de toilettes, urinoirs, lavabos, éviers, douches, miroirs, robinetterie, distributeurs (savon, papier hygiénique, essuie-mains, appareils, conteneurs d'hygiène féminine, ...), équipements, drain d'évacuation au sol
- **Les éléments de structure et de finition** : interrupteurs, poignées de portes, grilles de protection et de ventilation, tuyauteries, pieds de fauteuils, rebords de fenêtres, radiateurs, plinthes...

Les surfaces et équipements à entretenir varient, en fonction du type de zone concernée, selon l'annexe 5 relatif à la périodicité des prestations.

2.4. Recommandations générales

Les prestations sont exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux dont le titulaire devra assurer les prestations de nettoyage.

Les employés du titulaire veillent à conserver, après intervention, leur disposition initiale aux meubles, dossiers et objets divers posés sur les meubles et bureaux.

Le mobilier léger peut être déplacé pour les besoins du nettoyage, mais il est interdit de placer du mobilier sur les tables, chaises et bureaux.

Les postes téléphoniques et interphones sont dépoussiérés et nettoyés à l'aide d'un produit désinfectant et bactéricide.

Les employés du titulaire veillent à n'éclairer que les pièces où sont réalisés les prestations, ils éteignent les lumières au fur et à mesure de la progression du nettoyage. En aucun cas l'ensemble des locaux ne doit être éclairé.

2.5. Fourniture et mise en place des consommables sanitaires respectueux de l'environnement

2.5.1. Fourniture et mise en place des consommables sanitaires et mise à disposition des distributeurs

La fourniture des consommables sanitaires et la mise en place dans les appareils et distributeurs mis à disposition au montant forfaitaire défini dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le descriptif des équipements ainsi que l'effectif sur site sont précisés par bâtiment à l'annexe 6 au présent CCTP.

Le coût de la fourniture est établi sur la base des effectifs exprimés en équivalents temps plein pour les agents, sur la base d'un ratio de consommation appliqué à la moyenne annuelle des visiteurs du site et sur le nombre de sanitaires.

Mise à disposition et entretien des supports

La fourniture des supports pour les consommables sanitaires (distributeurs de papier toilette, essuie mains et savon) est à la charge du titulaire sans supplément de prix.

Le prestataire assure la pose, la maintenance et le changement en cas de besoin. Il doit en outre respecter les consignes de pose données par le responsable de site. Le titulaire s'organise s'il y a lieu, avec le précédent titulaire du marché afin de coordonner la dépose des matériels précédents et l'installation simultanée des nouveaux matériels.

En cours du marché, en cas de remplacement d'un appareil distributeur existant par un appareil de type différent, en accord avec le Cerema, le titulaire doit au Cerema la remise en état du revêtement mural.

Le titulaire garantit les équipements et les entretiens dans les conditions suivantes :

- Intervention en cas de mauvais ou non fonctionnement, remplacement des pièces défectueuses, s'il y a lieu, remplacement de l'appareil si besoin, dans les 72 heures qui suivent le signalement par le Cerema ou le personnel du titulaire.
- Frais de transport et de main d'œuvre à sa charge.

A la fin du marché, les équipements sont démontés par le titulaire, qui s'engage à remettre en état les locaux et installations (excepté si le titulaire est retenu sur le marché à suivre).

Le titulaire est responsable de toute dégradation anormale des installations. Il assure l'enlèvement et le transport retour des équipements dans les mêmes conditions que leur livraison, dans un délai

de 15 jours à compter de la fin du contrat. Après ce délai, le Cerema se réserve le droit de procéder à leur enlèvement et d'en refacturer le coût au titulaire sortant.

Eu égard au devoir de conseil du titulaire, le nombre des équipements et leur disposition doivent être adaptés aux besoins de chaque bâtiment. Si, le titulaire décide de déplacer un matériel installé à sa propre initiative, la remise en état le cas échéant, du revêtement mural est portée à sa charge. Si le matériel à déplacer a été installé antérieurement au présent marché la remise en état du revêtement mural est portée à la charge du Cerema.

Vidage et acheminement des déchets sanitaires dans les containers

Le vidage et l'acheminement des déchets sanitaires dans les containers prévus sont des prestations comprises dans la mise en place des consommables sanitaires.

Approvisionnement et stockage des consommables sanitaires

Le titulaire doit assurer un réapprovisionnement en consommables suffisant pour permettre une distribution sans rupture dont les modalités sont décrites dans son offre.

Les consommables sanitaires à fournir et mettre en place sont les suivants, la quantité précisée correspond au stock minimum obligatoire :

- Le papier hygiénique (10 rouleaux minimum) ;
- Les essuie-mains (papier ou tissu) (10 rouleaux minimum) ;
- Le savon liquide ou savon mousse (5 unités minimum) ;
- Les pochettes sanitaires pour l'hygiène féminine (10minimum) ;
- Les sacs poubelles selon la norme NF
 - o 30 litres pour les corbeilles de bureau (5 rouleaux minimum),
 - o 110 ou 130 litres pour l'évacuation des déchets (5 rouleaux minimum)
- Les désodorisants d'atmosphère (5 minimum)

Le stockage des produits consommables est assuré dans les mêmes conditions que le stockage des matériels et produits de nettoyage défini à l'article 5 du présent CCTP.

2.5.2.Fourniture de consommables sanitaires respectueux de l'environnement et de la santé des agents

Le titulaire s'engage à fournir des produits répondant aux exigences de l'Ecolabel européen ou équivalent en terme de produits respectueux de l'environnement et de la santé des agents de propreté et des usagers des sites.

Le Cerema se réserve le droit de procéder aux vérifications relatives au respect de cette spécification, de demander au titulaire le retrait de consommables qui ne répondraient pas à ces exigences et d'appliquer les pénalités prévues à l'article 11 du CCAP.

L'utilisation des produits suivants sera interdite :

- Essence toutes catégories,
- Solvants tels que trichloréthylène, acétone...,
- Cire aux silicones,
- Toutes substances inflammables ou toxiques.

La personne responsable du marché se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations. Tout produit rebuté devra être retiré et remplacé par le titulaire et à ses frais (après écoulement de leurs stocks).

Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du titulaire.

Conformément à l'article 6.3 du CCAP, le titulaire devra fournir le dossier d'exploitation dans les 15 jours suivant la notification du marché. Ce dossier intègre la liste des produits proposés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée :

- D'une notice détaillée précisant notamment, la provenance et l'origine des produits et les conditions d'utilisation ;
- D'un procès - verbal d'essai précisant, notamment le potentiel hydrogène (PH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensioactifs ;
- D'un échantillon référence de ce produit.

2.6. Prestations de collecte sélective des déchets

Sont exclus les déchets industriels dangereux (DID) notamment les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ainsi que les ferrailles, métaux ferreux et non ferreux, le verre.

Le titulaire doit procéder au vidage des corbeilles en respectant le dispositif de collecte sélective qui distingue actuellement les déchets « ordinaires », des déchets de papier et emballage carton. Le titulaire doit s'adapter si le mode de collecte change en cours de marché.

Le vidage des corbeilles, ou autre contenants, de papier et emballage carton, de bouteilles plastiques, de gobelets et de canettes s'effectue aussi souvent que nécessaire (fréquence journalière non systématique).

À cet effet, le titulaire met à disposition de son personnel de nettoyage un chariot disposant d'un nombre de compartiments suffisant pour pouvoir prélever les déchets dans le respect de la collecte sélective (séparation des déchets papiers recyclables et emballages carton d'avec des déchets industriels banals).

Le personnel de nettoyage vide le contenu des chariots dans les conteneurs prévus à cet effet selon la nature et la destination des déchets concernés.

Le titulaire met en place un dispositif d'acheminement des déchets qu'il a récolté, depuis les locaux jusqu'aux conteneurs prévus pour l'évacuation.

Par défaut, les sacs de collecte des papiers seront transparents, sauf validation par le responsable de site d'une autre solution.

La fourniture des sacs poubelles aux normes environnementales et conformes aux dispositions locales de tri en vigueur est à la charge du titulaire.

Il est convenu que le titulaire et le Cerema s'efforcent de favoriser tout procédé ou méthode permettant d'améliorer la gestion des déchets et le respect des considérations environnementales ainsi que l'optimisation des coûts.

ARTICLE 3 – Réunions

3.1. Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera réalisée entre 15 et 20 jours suivants la date de notification du marché afin de préparer la mise en place du marché. Elle aura notamment pour objectifs d'apporter les précisions suivantes :

- le planning hebdomadaire d'intervention,
- la répartition des matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- le plan d'évacuation des déchets,
- le cadencement des livraisons,
- la validation du dossier d'exploitation, selon les dispositions de l'article 6.3 du CCAP.

3.2. Réunion de suivi de la prestation

Le gestionnaire du site organisera une réunion de suivi de l'exécution de la prestation à une fréquence mensuelle. Un planning prévisionnel des réunions est établi en début d'année. Le gestionnaire de site confirme le rendez-vous 7 jours avant en précisant l'ordre du jour, afin de permettre au prestataire de désigner ses représentants devant participer à ces réunions.

L'ordre du jour d'une réunion de suivi pourra notamment comprendre les points suivants :

- Bilan qualitatif des prestations au moyen d'un récapitulatif des résultats des contrôles qualité contradictoires et de la fréquence de ces contrôles ;
- Bilan et taux de réalisation des actions correctives ;
- Bilan quantitatif des prestations (coût des prestations récurrentes, pénalités, réfections) ;
- Suivi de réalisation des prestations forfaitaires périodiques ;
- Revue des améliorations décidées lors de la précédente réunion de coordination ;
- Faits marquants intervenus sur la période précédente ;
- Fixation de nouveaux axes d'amélioration.

3.3. Réunion d'incidents d'exécution

Les problèmes d'exécutions donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du gestionnaire de site. Le titulaire doit habiliter une personne compétente, désignée lors de la réunion de lancement.

ARTICLE 4 – AFFICHAGE

Dans les quinze jours suivants le démarrage des interventions :

- Les plannings d'intervention hebdomadaires seront affichés dans les locaux (un affichage par entrée de bâtiments) après validation du gestionnaire du site ;
- Les cahiers de liaison seront mis en place selon les dispositions de l'article 12.1 du CCAP.
- Un carnet de signature sera mis en place dans les sanitaires. Les feuilles complétées et signées seront transmises au responsable du secrétariat général de l'agence de Blois.

ARTICLE 5 – LOCAUX ET MATERIELS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

5.1. Locaux

5.1.1. Modalités d'accès et d'utilisation des locaux

Seules les personnes désignées pour réaliser les prestations peuvent accéder aux locaux ; la présence d'autres personnes (tiers, enfants...) ou d'animaux est interdite.

Le titulaire avertit son personnel que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment des appareils téléphoniques et des photocopieurs lui est interdit. De plus, l'usage d'appareils sonores (musique, haut-parleur...) sont strictement interdits. Par exception, en cas d'urgence, le personnel pourra utiliser les appareils téléphoniques pour contacter les services de secours (pompiers, le poste de garde, les agents de l'unité des moyens généraux).

Le gestionnaire de site met à la disposition du titulaire les clés, badges, codes d'accès ou tout autre moyen permettant l'accès aux locaux concernés par le marché, qui pourront être récupérés au poste de garde du site. Le gestionnaire du site détermine seul le nombre de clés, de cartes ou

de codes d'accès ou tout autre moyen nécessaire à la bonne exécution des prestations et au respect des mesures de sécurité.

Chaque local soumis à contrôle doit impérativement être refermé et verrouillé immédiatement après l'exécution de la prestation, sous la responsabilité du titulaire sur le site. Les fenêtres ouvertes pendant la prestation doivent être refermées.

En cas de perte, de vol ou de détérioration des moyens d'accès mis à disposition, le titulaire avise aussitôt le responsable de site ou la personne représentant l'Administration préalablement désignée. Les exemplaires manquants ou détériorés sont remplacés par l'administration aux frais du titulaire.

A l'issue de chaque journée de prestation, le titulaire est tenu de remettre au poste de garde les clés, badges ou tout autre moyen d'ouverture qui lui ont été confiés.

5.1.2. Règlement intérieur

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance, avant tout commencement d'exécution du marché, des dispositions de fonctionnement et consignes de sécurité régissant le fonctionnement des bâtiments désignés dans le marché. Le personnel du titulaire, et celui de ses éventuels sous-traitants, sont tenus d'observer ces dispositions et les prescriptions qui en découlent, ainsi que leurs éventuelles évolutions en cours de marché.

5.1.3. Branchements

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations sont assurées gratuitement par le Cerema.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise est interdit.

Le titulaire doit éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veille à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage d'un ensemble de locaux étant proscrit.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

L'utilisation des robinets d'incendie armés (RIA) comme point d'eau ou comme point d'évacuation des eaux usées est interdite.

Toute consommation anormale sera signalée au titulaire qui devra prendre les mesures adéquates pour rétablir une consommation normale.

5.1.4. Mise en place de matériels et dispositions relatives aux locaux de stockage

Le titulaire doit soumettre au responsable de site, le projet d'implantation de ses installations et la répartition des matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Les locaux d'exploitation nécessaires à la bonne exécution des prestations et conformes à la réglementation sont mis gratuitement à la disposition du titulaire sur chaque site. La liste des locaux d'exploitation est tenue à jour tout au long du marché. L'attribution de ces locaux peut à tout moment être modifiée par simple décision de l'administration. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait du changement d'affectation des locaux d'exploitation.

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions de l'administration ou des entreprises agissant à sa demande,

consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation, seront facturées au titulaire.

L'utilisation des locaux mis à la disposition du titulaire relève de sa responsabilité. Ces locaux lui sont affectés dans le strict respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'application du code du travail et des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité.

Le stockage des produits devra être effectué dans des placards fermant à clé dans les locaux prévus à cet effet. Il sera limité aux quantités requises pour une période de 2 mois.

Toute précaution devra être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac de produits pulvérulents sera interdit.

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés, ni laissé sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par la Personne Responsable du Marché et aux frais du titulaire.

5.2. Matériels et équipements mis à la disposition du titulaire

Le titulaire signale immédiatement au responsable de site, et confirme ensuite par écrit, toute défectuosité constatée avant ou pendant l'emploi des installations (réseau d'eau, électrique...) mis à sa disposition. A défaut, même dans le cas de leur utilisation dans des conditions normales, le titulaire est responsable des dégradations autres que l'usure normale et de leurs éventuelles conséquences.

Les réparations des équipements désignés ci-dessus, consécutives à un emploi irrationnel, à l'inobservation des consignes d'emploi ou des règles de sécurité, sont effectuées par une entreprise spécialisée choisie par l'administration et mises à la charge du titulaire

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

La responsabilité sociétale est un axe fort de la politique achats du Cerema, ceci conduit à la mise en place de stratégie d'achats durables.

6.1. Matériels écoresponsables

Le titulaire doit fournir dans les 15 jours suivant la notification dans le dossier d'exploitation, la liste définitive des matériels écoresponsables utilisés pour l'exécution des prestations.

Cette liste sera accompagnée d'une notice technique précisant notamment la provenance, l'origine, les performances énergétiques et sonores de ces matériels.

Les matériels doivent être en parfait état et conformes aux normes et règlements de sécurité ainsi qu'aux exigences de développement durable car économes en énergie et en eau.

Le titulaire doit les présenter au responsable de site, sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes environnementales et sécuritaires.

Le titulaire doit assurer un renouvellement du matériel dès que nécessaire, c'est-à-dire faire en sorte que le matériel utilisé assure en permanence un nettoyage efficace et propre. Tout matériel hors service et remplacé par le titulaire à ses frais.

Le Cerema se réserve la possibilité d'interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des accidents, des dégradations ou des nuisances.

Les prestations doivent être conduites de manière à éviter toute gêne ou nuisance sonore ou tout effet entraînant une perturbation de l'environnement. Le titulaire veillera également à rationaliser la logistique des livraisons de matériels, consommables et produits.

6.2. Produits écoresponsables

La fourniture des produits et des consommables pour le nettoyage (gants, chiffons etc) est à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage sur une liste de produits écoresponsables mis à disposition des agents de propreté pour l'exécution des prestations décrites dans le présent CCTP dans les 15 jours suivant la notification du marché. Cette liste est intégrée et mise à jour par le titulaire dans le dossier d'exploitation défini à l'article 6.3 du CCAP.

Le titulaire fournit, dans le dossier d'exploitation, les fiches de présentation permettant à l'administration de vérifier la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de santé et de sécurité (produits ne contenant pas des ingrédients classés comme cancérigènes, mutagènes ou tératogènes conformément à la directive 67 /548 /CEE et de teintures ou d'agents colorants non autorisés par les directives 76/768/CEE et 94/36/CEE). Les produits ne doivent pas entraîner de sensibilisation par inhalation ni par contact avec l'eau.

Le titulaire s'assure que la fiche est parfaitement compréhensible et maîtrisée par le personnel intervenant sur site.

Les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols ne doivent conduire à aucune glissade susceptible de constituer un danger pour les agents.

Les produits doivent être adaptés aux besoins. Leur emploi est encadré de façon à ce qu'ils ne provoquent pas d'allergie ou d'irritation. Ils doivent être composés de matières propres à assurer la bonne conservation des surfaces traitées et n'être pas susceptibles de détériorer les sols. Les encastriques utilisées ne doivent ni coller, ni marquer après lustrage, ni rendre les sols glissants. Les produits concentrés sont utilisés avec toutes les précautions d'usage de façon à éviter tout risque sanitaire et tout gaspillage.

Le titulaire s'engage à utiliser des produits conformes aux exigences suivantes :

- Produits concentrés fournis avec des doseurs ou des systèmes de dosage automatique, permettant une bonne utilisation en évitant le surdosage, notamment par des pictogrammes indiquant le dosage exact ;
- Produits à taux de biodégradabilité élevé ;
- Produits conditionnés dans des emballages recyclés ou produits fournis dans un conditionnement rechargeable afin de limiter les quantités d'emballages ;
- Produits disposant d'un Ecolabel européen ou équivalent pour les nettoyeurs multi-usages et les nettoyeurs pour sanitaires.
- Produits avec une toxicité et une écotoxicité nulles.

La composition et la nature des consommables utilisés pour le nettoyage (éponges, sacs, déchets, gants, vêtements de travail etc) doit être respectueuse de l'environnement. Le titulaire est force de proposition sur ce point.

Le titulaire favorise notamment l'utilisation des chiffons en microfibres ainsi que les absorbants marqués par un écolabel du type « Absorbants tous liquides utilisables sur sols » marqué par l'écolabel français NF Environnement. Il veille à employer des chiffons non composés de contaminants réglementés dont les métaux lourds.

Le titulaire favorise également l'utilisation des sacs poubelle marqués par un écolabel du type « Sacs poubelle : sacs pour la collecte et la pré-collecte de déchets » marqué par l'écolabel français

NF Environnement ainsi que des sacs en plastique biodégradable et des sacs utilisant le minimum de pigments tels que les sacs transparents.

Le titulaire ne sera pas autorisé à introduire dans l'établissement un agent chimique contenant des composés organiques volatils (COV) sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du Cerema.

Le responsable du site peut interdire tout produit non conforme aux engagements écoresponsables du titulaire. S'il apparaît nécessaire au titulaire de recourir à des méthodes, produits ou matériels autres que ceux stipulés, il devra obtenir préalablement l'accord formel de l'ordonnateur avant tout début d'exécution et produire les nouvelles fiches de présentation des produits.

L'administration se réserve le droit de procéder ou de faire procéder, sur place ou en laboratoire, aux analyses techniques estimées par elle nécessaires au bon respect de ces consignes.

Tout défaut constaté donnera lieu à l'application des termes des pénalités prévues à l'article 11 du C.C.A.P.

6.3. Engagements environnementaux

En résumé l'exécution du marché est assortie des obligations suivantes pour le matériel et les produits utilisés :

- Utilisation de produits de nettoyage multi-usages, de produits désinfectants pour sanitaires et espaces de détente conformes aux exigences de l'Ecolabel européen ou d'un autre label écologique équivalent (cf. article 6.2) ;
- Utilisation de consommables sanitaires conformes aux exigences de l'Ecolabel européen ou d'un autre label écologique équivalent (cf. article 2.5.2) ;
- Utilisation de sacs pour les déchets conformes aux exigences de l'Ecolabel européen ou d'un autre label écologique équivalent ou recyclés (cf. article 6.2) ;
- Utilisation des chiffons en microfibres ainsi que les absorbants marqués par un Ecolabel européen ou d'un autre label écologique équivalent (cf. article 6.2) ;
- Interdiction de produits et/ou de modalités d'utilisation de produits pouvant compromettre la sécurité ou la santé des agents (cf. article 6.2).

Le titulaire apportera les preuves du respect de ces obligations.

Liste des annexes

- Annexe 1 Plan du site
- Annexe 2 Plans des bâtiments
- Annexe 3 Présentation des bâtiments
- Annexe 4 Définition des zones
- Annexe 5 Périodicité et détail des prestations
- Annexe 6 Données consommables sanitaires